

## AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

### Marché de services

#### IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

Département

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :**

Conseil général de Loire-Atlantique

Catherine Roche

Direction des affaires juridiques Service contentieux et veille juridique 3, quai Ceineray BP 94109

44041 Nantes cedex 1

Tél : 0240991982

Fax : 0240991149

Email : [croche@cg44.fr](mailto:croche@cg44.fr)

URL : <http://www.cg44.fr>

URL Profil acheteur : <https://marches.cg44.fr>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas, pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

**Principale(s) activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

- Services généraux des administrations publiques

#### OBJET DU MARCHÉ

Marché séparé. Le conseil, l'assistance et la représentation juridiques du Département de Loire-Atlantique devant les juridictions

**Lieu d'exécution ou de livraison**

Département de Loire-Atlantique

#### L'AVIS IMPLIQUE

L'établissement d'un accord-cadre

#### INFORMATIONS SUR L'ACCORD-CADRE

**Accord-cadre avec un seul opérateur**

#### CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

La procédure d'achat du présent avis n'est PAS couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC

**Intitulé attribué au marché :**

Conseil, assistance et représentation juridiques

**Classification CPV :**

Objet principal :

74111000

**Variantes :**

Pas de variante

**Quantité ou étendue globale :**

Accord-cadre sans mini et maxi et un opérateur économique. Les accords-cadres sont conclus pour une période de 1 an à compter de la notification du contrat

**Description des options :**

Les accords-cadres sont renouvelables pour 3 périodes de un an

**Durée du marché ou délai d'exécution :**

48mois

#### CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

**Cautionnement et garanties exigés :**

Aucune garantie financière n'est exigée

**Modalités de financement :**

Articles 86 à 111 du Code des marchés publics français. Caractéristiques des prix : Prix unitaires Modalités de variation des prix : Révision Périodique Annuelle Modalité de règlement des comptes : selon les modalités du C.C.A.G.-F.C.S. Le délai global de paiement est de 45 jours. Modalités de financements : Budget du Conseil Général

**Forme juridique exigée :**

Groupement solidaire. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois : - En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ; - En qualité de membres de plusieurs groupements

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :**

□ Français

**Autres conditions :**

La durée du contrat précitée est une durée maximum

**CONDITIONS DE PARTICIPATION****Forme juridique :**

La lettre de candidature accompagnée du pouvoir de la personne habilitée à signer le marché. Le candidat peut utiliser le formulaire DC4 joint au dossier de consultation ou présenter sa candidature sur papier libre à en-tête du cabinet. Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du CMP

**Capacité économique et financière :**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles

**Niveaux spécifiques minimaux exigés :**

Il n'est pas exigé de niveau minimum de capacité

**Capacité technique :**

Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années. Afin de protéger le secret professionnel, le candidat doit : Occulter tous les noms et mentions ou circonstances qui seraient susceptibles de violer le secret professionnel ou de permettre d'identifier ses clients et indiquer le type de juridiction et de recours, la spécialité (ex : droit de l'urbanisme, droit des marchés publics ), la nature du client (personne morale de droit public, entreprise ou particulier), le problème de droit soulevé (de manière très générale afin de ne pas nuire au secret professionnel) . Si la teneur d'une référence ne permet pas la divulgation de certains de ces éléments, il appartient au candidat d'occulter tout renseignement ou toute mention afin de préserver le secret professionnel. L'organigramme de la société et, si elle existe, une plaquette de présentation de la société. L'indication des titres d'études et professionnels ainsi que les spécialités des membres du cabinet Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel administratif pour chacune des trois dernières années ; le candidat détaillera les qualités de chaque collaborateur (avocat collaborateur, avocat associé, secrétaire juridique, juriste, documentaliste, .), les spécialités de chacun et leur ancienneté

**Niveaux spécifiques minimaux exigés :**

Il n'est pas exigé de niveau minimum de capacité

**CRITERES D'ATTRIBUTION**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

70 %: Valeur technique La valeur technique prendra en considération les informations détaillées dans le Descriptif Technique de l'Offre. Une note sur 70 sera attribuée à la valeur technique sur la base des éléments figurant dans le Descriptif Technique de

30 %: Prix Le prix sera analysé à partir du détail estimatif. Une note sur 30 sera attribuée à la proposition financière des candidats

**Enchère électronique :**

Aucune enchère électronique ne sera effectuée

**PROCEDURES****Mode de passation :**

Procédure ouverte

Aucune publication antérieure concernant le même marché

**CONDITIONS DE DELAI****Date limite de réception des offres ou des demandes de participation :**

15/09/2008 à 12 H 00

**Délai minimum de validité des offres :**

120 jours

**AUTRES RENSEIGNEMENTS****Référence du marché :**

8227HJ

**Renseignements complémentaires :**

Les offres peuvent être transmises par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées contre récépissé. Dématérialisation des procédures : Les candidats peuvent transmettre leurs plis par voie électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : XLS, DOC, PDF, DXF, DWF, JPG, BMP, PPT.... Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectoriel de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. L'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier. Le présent marché est un marché à bons de commande au sens de l'art 77 du CMP

**INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

Le présent marché n'a pas un caractère périodique

Ce marché ne s'inscrit pas dans un projet / programme financé par les fonds communautaires

La prestation est réservée à une profession particulière

**Référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :**

La réalisation des missions de conseil juridique est ouverte aux personnes autorisées par le chapitre 1° du titre II de la Loi n° 71-1130 modifiée du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, à donner des consultations juridiques ou à rédiger des actes sous seing privé, pour autrui, de manière habituelle et rémunérée

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation

**Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :**

Documents non payants

**MARCHE DIVISE EN LOTS**

Possibilité de présenter une offre pour plusieurs lots

- Lot N° 1 Droit public général et spécial Description : Conseil juridique, assistance et représentation en justice en matière de droit public général et spécial comprenant notamment et à titre indicatif : droit de la fonction publique, droit des élections, droit de l'urbanisme, droit de la domanialité et des travaux publics, droit de l'expropriation et de la préemption  
Classification CPV : 74111000

- Lot N° 2 Droit fiscal et budgétaire et droit public économique Description : Conseil juridique, assistance et représentation en justice en matière de droit fiscal et budgétaire comprenant notamment et à titre indicatif : Budgets locaux (toutes instructions comptables confondues), Fiscalité directe et indirecte locale, Dotations, subventions, FCTVA, TVA, Incidence financière des transferts de compétences, Contrôle budgétaire et de gestion (chambre régionale des comptes, cour de discipline budgétaire et financière). Conseil juridique, assistance et représentation en justice en matière de droit public économique comprenant notamment (à titre indicatif) : Commande publique, Délégation de service public, Contrat de partenariat public / privé, Interventionnisme économique  
Classification CPV : 74111000
- Lot N° 3 Droit privé Description : Conseil juridique, assistance et représentation en justice en matière de droit privé comprenant notamment (à titre indicatif) : Droit des biens, Droit des personnes, Droit de la famille, Droit de la propriété intellectuelle, Droit des assurances, Droit social, Droit immobilier, Droit de la construction, Conseil juridique, assistance et représentation en justice en matière de droit pénal général et spécial  
Classification CPV : 74111000

#### **DATE D'ENVOI DU PRESENT AVIS A LA PUBLICATION**

26/08/2008

#### **ADRESSE COMPLEMENTAIRES**

##### ***Adresse à laquelle les documents peuvent être obtenus***

Catherine Roche  
Conseil Général de Loire Atlantique  
Direction des Affaires juridiques 3, quai Ceineray BP 94109  
44041 Nantes Cedex 1  
Tél : 0240991982  
Fax : 0240991149  
Email : [croche@cg44.fr](mailto:croche@cg44.fr)  
URL : <https://marches.cg44.fr>

##### ***Adresse à laquelle les offres/candidatures/demandes peuvent être envoyées***

Jean-Christophe Duval  
Conseil Général de Loire Atlantique  
Envoi postal : Direction des Finances et de la Commande Publique Service des Marchés 3, quai Ceineray BP 94109  
Dépôt : Direction des Finances et de la Commande Publique Service des Marchés 2 quai de Versailles BP 94109  
44041 Nantes Cedex 1  
Tél : 0240997806  
Fax : 0240991001  
Email : [jduval@cg44.fr](mailto:jduval@cg44.fr)  
URL : <https://marches.cg44.fr>

##### ***Adresse à laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus***

Jean-Christophe Duval  
Conseil Général de Loire Atlantique  
Direction des Finances et de la Commande Publique Service des Marchés 3, quai Ceineray BP 94109  
44041 Nantes Cedex 1  
Tél : 0240997806  
Email : [jduval@cg44.fr](mailto:jduval@cg44.fr)  
URL : <http://www.cg44.fr>

#### **INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS**

Tribunal Administratif  
6, allée de l'Ile-Gloriette BP 24111  
44041 Nantes Cedex  
Tél : 0240994600  
Fax : 0240994658  
URL : <http://www.ta-nantes.juradm.fr>

#### **SERVICE D'INTRODUCTION DES RECOURS**

Conseil général de Loire-Atlantique  
Service des marchés 3 quai Ceineray BP94109

44041 Nantes Cedex1  
Tél : 0240991301  
Fax : 0240991078  
Email : [contacts.marches@cg44.fr](mailto:contacts.marches@cg44.fr)  
URL : <http://www.cg44.fr>